

## **Session Plénière du 20 décembre 2018**

Vœu présenté par le Groupe Rassemblement National

\*\*\*\*\*

### **Signature du « Pacte Mondial pour les Migrations »**

- Considérant que ce pacte pour des migrations « *sûres, ordonnées et régulières* » provoquera un appel d'air massif contraire à l'objectif initial, qu'en dépit de son caractère non contraignant, il fragilisera in-fine la souveraineté des Etats à décider de leur propre politique et s'opposera aux droits des peuples à décider d'eux-mêmes en application de l'article 55 de la Constitution qui précise que « *les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie* » ;
- Considérant que ce texte n'a pas été débattu par la représentation nationale contrairement à d'autres pays signataires, que les plus grandes nations démocratiques comme les Etats-Unis, l'Australie, la Suisse, à l'instar plusieurs de nos voisins de l'Union Européenne, aient refusé de s'y associer ;
- Considérant que notre pays traverse une grave crise sociale et que cette immigration pèsera à la baisse sur les salaires des travailleurs français et contribuera au maintien d'un taux de chômage préoccupant ;
- Considérant que l'accueil, l'hébergement, les soins, le transport des primo-arrivants et la scolarisation des jeunes reposera d'une manière ou d'une autre sur les finances des collectivités territoriales comme la Région, les Départements et les Communes, dont les dépenses de fonctionnement tendent à être de plus en plus encadrées par l'Etat malgré un taux de prélèvements obligatoires supérieur à 48% du PIB en 2017 en France (Source : Eurostat) ;

Le Conseil Régional Centre-Val de Loire, réuni en Session Plénière demande :

- Au Président de la République de revenir sur la signature du Pacte Mondial pour les migrations.
- A l'Assemblée Nationale et au Sénat de réfléchir urgemment à la mise en place d'un véritable modèle de co-développement des pays de départ afin de tarir les flux migratoires.